

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 2001 — 889

[2001/29149]

12 DECEMBRE 2000. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française déterminant la composition et les modalités de fonctionnement de la commission consultative permanente de la radio et de la télévision instituée auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.)

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 et notamment son article 9, alinéa 2;

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques et notamment son article 19, alinéa 2;

Vu le décret du 14 juillet 1997 portant statut de la Radio-Télévision belge de la Communauté française et notamment son article 20;

Vu la délibération du Gouvernement du 24 février 2000 sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 17 avril 2000, en application de l'article 84, 1^{er}, 1^o des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspecteur des finances du 17 février 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 24 février 2000;

Sur proposition du Ministre de l'audiovisuel;

Vu la délibération du Gouvernement du 12 décembre 2000,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Conformément à l'article 19, alinéa 2 de la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, la commission consultative permanente de la radio et de la télévision instituée auprès de la Radio-Télévision belge de la Communauté française (R.T.B.F.), ci-après « la commission », est composée de membres représentant d'une part les différentes tendances idéologiques et philosophiques, et d'autre part les organisations d'utilisateurs, étant entendu que les représentants des tendances idéologiques et philosophiques ne peuvent être plus nombreux que ceux des organisations d'utilisateurs.

§ 2. Sans préjudice de l'article 2, § 2, g, du présent arrêté, les représentants des différentes tendances idéologiques et philosophiques sont désignés de la manière suivante :

a) un membre pour chaque groupe politique représenté au conseil d'administration de la RTBF, choisi par le conseil d'administration, sur proposition des associations représentatives des tendances politiques, reconnues conformément à l'article 7, § 3, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF;

b) cinq membres issus des commissions consultatives régionales, représentant les différents groupes politiques, choisis par le conseil d'administration, sur proposition des commissions consultatives régionales, à raison d'un membre par commission consultative régionale, le conseil d'administration veillant à ce que la représentation desdits groupes politiques se fasse sur la base de la représentation proportionnelle de chaque groupe politique reconnu au Parlement de la Communauté française et sur la base d'une pondération régionale;

c) un membre représentant le Ministre ayant la culture dans ses attributions, désigné par lui;

d) un membre représentant le Ministre ayant l'éducation permanente dans ses attributions, désigné par lui;

e) un membre représentant le ou les Ministre(s) ayant l'éducation dans ses (leurs) attributions, désigné par lui (eux).

§ 3. Les représentants des différentes organisations d'utilisateurs sont désignés de la manière suivante :

a) cinq membres issus des commissions consultatives régionales, représentant le monde économique, social et culturel régional, choisis par le conseil d'administration, sur proposition des commissions consultatives régionales, à raison d'un membre par commission consultative régionale;

b) quatre membres choisis par le conseil d'administration, sur proposition des associations représentatives autres que celles représentatives des tendances politiques, reconnues conformément à l'article 7, § 3, du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, à concurrence de deux membres pour les tendances philosophiques et religieuses et de deux membres pour les associations économiques;

c) un membre représentant chacune des organisations syndicales représentatives du personnel de l'entreprise, désigné par chacune de ces organisations syndicales;

d) au moins deux membres choisis par le conseil d'administration parmi les associations de consommateurs, les associations de téléspectateurs et d'auditeurs, les associations d'éducation permanente et notamment d'éducation aux médias, les associations de jeunesse, les associations de familles, les associations de belges francophones à l'étranger ou les experts et chercheurs en sociologie des médias audiovisuels.

§ 4. Sont également membres de la commission :

a) le Ministre ayant l'audiovisuel dans ses attributions ou son représentant;

b) le président du conseil d'administration de la RTBF;

c) l'administrateur général, le directeur de la radio, le directeur de la télévision et le responsable du service de suivi de la RTBF.

Art. 2. § 1^{er}. Les membres de la commission doivent jouir des droits civils et politiques, être d'expression française et être âgés de moins de 65 ans.

§ 2. Le statut de membre de la commission est incompatible :

a) avec la qualité de membre d'un gouvernement, sauf en ce qui concerne le membre visé à l'article 1^{er}, § 4, a) du présent arrêté;

b) avec la qualité de membre d'un cabinet ministériel, sauf en ce qui concerne les membres visés à l'article 1^{er}, § 2, d), e) et f), et § 4, a), du présent arrêté;

c) avec la qualité de membre d'une assemblée législative européenne, fédérale, communautaire ou régionale;

d) avec la qualité d'agent statutaire ou contractuel de l'entreprise, sauf pour ce qui concerne les membres visés à l'article 1^{er}, § 2, c), § 3, a) et § 4, c) du présent arrêté;

e) avec la qualité de membre du conseil d'administration de la RTBF, sauf pour ce qui concerne le membre visé à l'article 1^{er}, § 4, b) du présent arrêté;

f) avec l'exercice de toute fonction impliquant un lien de subordination avec une autre entreprise et qui serait susceptible de provoquer un conflit d'intérêt avec la RTBF, à l'exception des mandats exercés en qualité de représentant désigné par l'entreprise dans ses filiales;

g) avec l'appartenance à un parti, mouvement, groupement, tendance, formation ou association :

— qui ne respecte pas les principes de la démocratie, et qui notamment, par son propre fait ou par celui de ses composantes, de ses listes, de ses candidats, ou de ses mandataires élus, montre de manière manifeste et à travers plusieurs indices concordants son hostilité envers les droits et libertés garantis par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du 4 novembre 1950, approuvée par la loi du 13 mai 1955, et par les protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique,

— ou qui prône ou a prôné habituellement des doctrines ou messages constitutifs d'outrages aux convictions d'autrui, incitant à la discrimination, à la ségrégation à la haine ou à la violence à l'égard d'une personne, d'un groupe, d'une communauté ou de leurs membres, en raison de leur sexe, de leur race, de leur couleur, de leur ascendance ou origine nationale ou ethnique ou contenant des éléments tendant à la négation, la minimisation, la justification, l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou de toute autre forme de génocide.

§ 3. Lorsque la commission constate qu'un de ses membres a perdu une des conditions de désignation énoncées au paragraphe premier du présent article ou contrevient aux incompatibilités énoncées au second paragraphe du présent article, elle charge son président d'inviter ce membre à se démettre des mandats ou fonctions en question dans un délai d'un mois. Si ce membre ne le fait pas, il est démis de plein droit de son mandat le dernier jour du mois dans lequel la commission a constaté la perte de l'une des conditions de désignation ou la survenance d'une incompatibilité.

Lorsqu'une incompatibilité relève du § 2, f) ou g) du présent article, elle ne pourra être constatée que par une décision motivée de la commission, délibérant à la majorité des deux tiers des membres présents et des deux tiers des voix exprimées, après que le membre concerné ait, dans un délai d'un mois après la notification faite par le président de la commission, pu faire valoir ses moyens de défense par écrit et oralement, éventuellement accompagné de son conseil. La décision de la commission est notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à la poste au membre concerné.

Le membre démissionnaire ou démis d'office est remplacé par un nouveau membre de la même catégorie que celle à laquelle il appartenait, et désigné selon les mêmes modalités que celles prévues pour le membre qu'il remplace.

§ 4. Les membres de la commission sont désignés pour la durée de la législature. La commission est renouvelée dans les quatre mois qui suivent le renouvellement du Parlement de la Communauté française. A défaut, les membres en fonction poursuivent leur mandat jusqu'à ce que ce renouvellement intervienne.

Art. 3. La commission désigne en son sein, à la majorité des deux tiers des voix exprimées des membres présents, un président et au moins deux vice-présidents.

Art. 4. § 1^{er}. A la demande du conseil d'administration de la RTBF ou de sa propre initiative, la commission donne des avis au conseil d'administration au sujet des grilles de programmes et du contenu général des émissions.

A cette fin, la commission se réunit chaque fois que nécessaire, et au moins avant l'adoption par le conseil d'administration de chaque grille de programmes, annuelle ou saisonnière.

§ 2. La commission a droit à une complète information sur les actes des organes d'administration et de gestion de la RTBF. A cette fin, chaque membre de la commission reçoit copie des procès verbaux synthétiques des décisions du comité permanent et du conseil d'administration de la RTBF relatives aux programmes et aux émissions.

Art. 5. Le président de la commission, ou, en son absence, le vice-président le plus âgé, fixe la date des réunions, convoque les membres à ces réunions, détermine l'ordre du jour détaillé de celles-ci et les préside, le cas échéant selon les modalités particulières fixées par un règlement d'ordre intérieur adopté par la commission.

La commission ne délibère valablement que si la majorité de ses membres est présente. Il n'est pas permis de se faire représenter. Si la commission n'est pas en nombre, les points inscrits à l'ordre du jour de la réunion sont reportés à une nouvelle réunion convoquée à huitaine. Si la commission n'est toujours pas en nombre, la commission délibérera valablement, quel que soit le nombre de membres présents.

La commission adopte ses avis selon la règle du consensus. A défaut, les avis sont adoptés à la majorité des deux tiers des voix exprimées. Chaque membre peut faire insérer, en annexe de l'avis, une note d'opinion minoritaire.

Les décisions de la commission, autres que les avis visés à l'article 20 du décret du 14 juillet 1997 portant statut de la RTBF, sont prises à la majorité des deux tiers des voix exprimées.

Le secrétariat de la commission est assuré par le secrétariat du conseil d'administration de la RTBF.

Art. 6. § 1^{er}. A l'exception de ceux qui sont membres en exercice du personnel statutaire ou contractuel de la RTBF, les membres de la commission ont droit à des jetons de présence pour leur participation aux réunions de la commission. Ces jetons de présence sont fixés à :

- a) 2 000 francs bruts pour le président;
- b) 1 500 francs bruts pour les vice-présidents;
- c) 1 000 francs bruts pour les autres membres.

Toutefois, dans l'hypothèse où une seconde réunion est convoquée à huitaine, conformément à l'article 5, alinéa 2 du présent Arrêté, les membres ayant assisté à la première et à la seconde réunion ne peuvent bénéficier que d'un seul jeton de présence.

Ces jetons de présence sont liquidés par la RTBF dans les trois mois qui suivent la tenue des réunions de la commission.

§ 2. Les membres de la commission ont droit aux indemnités pour frais de déplacement allouées aux membres du personnel de la RTBF.

§ 3. Les montants des jetons de présence visés au § 1^{er} du présent article sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux modalités fixées par la loi du 2 août 1971 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation; à cet effet, ils sont rattachés à l'indice 138,01.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Le Ministre ayant l'Audiovisuel dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 décembre 2000.

Par le Gouvernement de la Communauté française,
Le Ministre des Arts, des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2001 — 889

[2001/29149]

12 DECEMBER 2000. — Belsuit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot bepaling van de samenstelling en de nadere regels voor de werking van de permanente adviescommissie voor radio en televisie, ingericht bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF)

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 en inzonderheid op artikel 9, lid 2;

Gelet op de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt en inzonderheid op artikel 19, lid 2;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » en inzonderheid op artikel 20;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap op 24 februari 2000 betreffende de vraag om advies dat bij de Raad van State binnen een maand uitgebracht moet worden;

gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 17 april 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 februari 2000;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 24 februari 2000;

Op de voordracht van de Minister van de Audiovisuele sector;

Gelet op de beraadslaging van 12 december 2000 van de Regering van de Franse Gemeenschap,

Besluit :

Artikel 1. § 1. Overeenkomstig artikel 19, lid 2 van de wet van 16 juli 1973 waarbij de bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen gewaarborgd wordt, wordt er een permanente adviescommissie voor radio en televisie, ingericht bij de « Radio-Télévision belge de la Communauté française » (RTBF), hierna « de commissie » genoemd, samengesteld uit leden die enerzijds de verschillende ideologische en filosofische strekkingen vertegenwoordigen, en anderzijds de organisaties van gebruikers, met dien verstande dat de vertegenwoordigers van de verschillende ideologische en filosofische strekkingen niet talrijker mogen zijn dan deze van de organisaties van gebruikers.

§ 2. Onverminderd artikel 2, § 2, g, van dit besluit, worden de vertegenwoordigers van de verschillende ideologische en filosofische strekkingen als volgt aangesteld :

a) een lid voor elke politieke groep die in de raad van bestuur van de « RTBF » is vertegenwoordigd, gekozen door de raad van bestuur, op de voordracht van de verenigingen die representatief zijn voor de politieke strekkingen, erkend overeenkomstig artikel 7, § 3, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « RTBF »;

b) vijf leden afkomstig uit de regionale commissies voor advies die de verschillende politieke groepen vertegenwoordigen, gekozen door de raad van bestuur, op de voordracht van de regionale commissies voor advies, naar rata van een lid per regionale adviescommissie; de raad van bestuur zorgt er voor dat de vertegenwoordiging van bedoelde politieke groepen verwezenlijkt wordt op basis van de proportionele vertegenwoordiging van elke politieke groep die in het Parlement van de Franse Gemeenschap is erkend en op basis van een regionale weging;

c) een lid dat de Minister vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid cultuur behoort en door hem aangesteld;

d) een lid dat de Minister vertegenwoordigt tot wiens bevoegdheid de permanente vorming behoort en door hem aangesteld;

e) een lid dat de Minister(s) vertegenwoordigt tot wiens (wier) bevoegdheid de opleiding behoort en door hem (hen) aangesteld.

§ 3. De vertegenwoordigers van de verschillende organisaties van gebruikers worden als volgt aangesteld :

a) vijf leden afkomstig uit de regionale commissies voor advies die het economisch, sociaal en cultureel regionaal milieu vertegenwoordigen, gekozen door de raad van bestuur, op de voordracht van de regionale commissies voor advies, naar rata van een lid per regionale adviescommissie;

b) vier leden, gekozen door de raad van bestuur, op de voordracht van de andere representatieve verenigingen dan deze die representatief zijn voor de politieke strekkingen, erkend overeenkomstig artikel 7, § 3, van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « RTBF », naar rata van twee leden voor de filosofische en religieuze strekkingen en twee leden voor de economische verenigingen;

c) een lid dat elke representatieve vakvereniging van het personeel van de onderneming vertegenwoordigt, aangesteld door elke vakorganisatie;

d) ten minste twee leden gekozen door de raad van bestuur onder de verenigingen van verbruikers, de verenigingen van televisiekijkers en luisteraars, de verenigingen voor permanente vorming en inzonderheid de vorming tot de media, de jeugdverenigingen, de gezinsverenigingen, de verenigingen van Franstalige Belgen in het buitenland of de deskundigen en vorsers in sociologie van de audiovisuele media.

4. Zijn eveneens leden van de commissie :

a) de Minister tot wiens bevoegdheid de audiovisuele sector behoort of zijn gemachtigde;

b) de voorzitter van de raad van bestuur van de « RTBF »;

c) de administrateur-generaal, de directeur van de radio, de directeur van de televisie en de verantwoordelijke voor de dienst voor opvolging van de « RTBF ».

Art. 2. § 1. De leden van de commissie moeten de burgerlijke en politieke rechten genieten, Franstalig zijn en minder dan 65 jaar oud zijn.

§ 2. Het statuut van lid van de commissie is onverenigbaar met :

a) de hoedanigheid van lid van een regering, behoudens wat het lid betreft bedoeld bij artikel 1, § 4, a) van dit besluit;

b) de hoedanigheid van lid van een ministerieel kabinet, behoudens wat de leden betreft bedoeld bij artikel 1, § 2, d), e) en f) en § 4, a) van dit besluit;

c) de hoedanigheid van lid van een Europese, federale, communautaire of regionale wetgevende vergadering;

d) de hoedanigheid van statutaire of contractuele ambtenaar van de onderneming, behoudens wat de leden betreft bedoeld bij artikel 1, § 2, c), § 3, a) en § 4, c) van dit besluit;

e) de hoedanigheid van lid van de raad van bestuur van de « RTBF », behoudens wat het lid betreft bedoeld bij artikel 1, § 4, b) van dit besluit;

f) de uitoefening van elk ambt dat een verband van ondergeschiktheid impliceert met een andere onderneming en dat een belangenconflict met de « RTBF » zou kunnen teweegbrengen, behoudens de mandaten die worden uitgeoefend als vertegenwoordiger aangesteld door de onderneming in haar filialen;

g) het lidmaatschap van een partij, beweging, groep, strekking, formatie of vereniging :

— die de democratische principes niet naleeft, en die in het bijzonder door eigen toedoen of door dat van zijn (haar) bestanddelen, lijsten, kandidaten of verkozen mandatarissen klaarblijkelijk en via verschillende overeenstemmende aanwijzingen, zich vijandig opstelt t.o.v. de rechten en de grondrechten die gewaarborgd zijn door het Europees Verdrag van 4 november 1950 ter bescherming van de mensenrechten en de grondrechten, goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955, en door de additionele protocollen bij dit Verdrag die van toepassing zijn in België;

— of die doorgaans voorstander zijn van leerstellingen of verklaringen afleggen die aantijgingen zijn van andermans overtuigingen die aansporen tot discriminatie, segregatie, haat of geweld t.o.v. een persoon, een groep, een gemeenschap of hun leden, omwille van hun geslacht, hun ras, hun kleur, hun voorgeslacht of hun nationale of etnische afkomst, of die elementen bevatten waarmee getracht wordt de volkenmoord of elke andere vorm van volkenmoord te negeren, te minimaliseren, te verantwoorden of goed te keuren die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duits nationaal-socialistisch regime werd begaan.

§ 3. Wanneer de commissie vaststelt dat een van haar leden een van de voorwaarden van aanstelling heeft verloren die opgesomd zijn in lid een van dit artikel of de onverenigbaarheidspunten overtreedt opgesomd in lid twee van dit artikel, gelast zij haar voorzitter dat lid te verzoeken af te zien van de mandaten of functies die hiermee betrekking hebben binnen een termijn van een maand. Geeft het lid daar geen gevolg aan, dan wordt hem van rechtswege zijn mandaat ontnomen de laatste dag van de maand waarin de commissie het verzuim van een van de voorwaarden inzake aanstelling of het ontstaan van een onverenigbaarheid heeft vastgesteld.

Wanneer in een onverenigbaarheid wordt voorzien is bij § 2, f) of g) van dit artikel, kan zij enkel worden vastgesteld door een met redenen omklede beslissing van de commissie, die bij meerderheid van de twee derde van haar aanwezige leden en van de twee derde van de uitgebrachte stemmen beraadslaagt, nadat het betrokken lid de gelegenheid heeft gekregen, binnen een termijn van een maand na de kennisgeving door de voorzitter van de commissie, zijn verdedigingsmiddelen schriftelijk en mondeling te laten gelden, eventueel bijgestaan door zijn raadsman. De beslissing van de commissie wordt aan betrokken lid bekendgemaakt bij een ter post aangetekende brief met bewijs van ontvangst.

Het uittreidend lid of het lid dat van rechtswege wordt afgezet wordt vervangen door een nieuw lid uit dezelfde categorie als deze waartoe zijn voorganger behoorde en wordt het nieuw lid aangesteld volgens dezelfde nadere regels als deze waarin voorzien werd voor de voorganger van het nieuwe lid.

§ 4. De leden van de commissie worden aangesteld voor de duur van het bewind. De commissie wordt hernieuwd binnen de vier maanden die volgen op de hernieuwing van het Parlement van de Franse Gemeenschap. Zoniet zetten de werkende leden hun mandaat verder tot wanneer die hernieuwing wordt doorgevoerd.

Art. 3. De commissie stelt in haar midden bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen van de aanwezige leden haar voorzitter en ten minste twee ondervoorzitters aan.

Art. 4. § 1. Op het verzoek van de raad van bestuur van de « RTBF » of op eigen initiatief, geeft de commissie adviezen aan de raad van bestuur over het programmaschema en de algemene inhoud van de uitzendingen.

Daartoe vergadert de commissie elke keer dat het nodig blijkt en ten minste vóór de goedkeuring door de raad van bestuur van elk programmaschema voor een jaar of een seizoen.

§ 2. De commissie heeft recht op volledige informatie over de akten van de bestuurs- en beheersorganen van de « RTBF ». Daartoe ontvangt ieder lid van de commissie afschrift van de samengevatte notulen over de beslissingen van het vast comité en van de raad van bestuur van de « RTBF » betreffende de programma's en de uitzendingen.

Art. 5. De voorzitter van de commissie of bij diens afwezigheid, de oudste ondervoorzitter stelt de datum ast van de vergaderingen, roept de leden voor deze vergaderingen bijeen, stelt de gedetailleerde agenda ervan vast en neemt er het voorzitterschap van waar desgevallend volgens de bijzondere nadere regels waarin in het door de commissie goedgekeurd huishoudelijk reglement voorzien wordt.

De commissie beraadslaagt en beslist slechts geldig indien de meerderheid van haar leden aanwezig is. Het is niet toegelaten zich te laten vertegenwoordigen. Indien het quorum van de commissie niet bereikt is, worden de agendapunten van de vergadering naar een nieuwe vergadering verschoven, die wordt bijeengeroepen binnen de acht dagen. Indien het quorum van de commissie nog steeds niet bereikt is, beraadslaagt en beslist de commissie geldig, ongeacht het aantal aanwezige leden.

De commissie keurt haar adviezen goed volgens de consensusregel.

Bij gebrek daaraan worden de adviezen goedgekeurd bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen. Ieder lid kan een nota van minderheidsopinie als bijlage bij het advies laten voegen.

De andere beslissingen van de commissie dan de adviezen bedoeld bij artikel 20 van het decreet van 14 juli 1997 houdende het statuut van de « RTBF » worden bij meerderheid van twee derde van de uitgebrachte stemmen genomen.

Het secretariaat van de commissie wordt waargenomen door het secretariaat van de raad van bestuur van de « RTBF ».

Art. 6. § 1. Met uitzondering van de indienstzijnde leden van het statutair of contractueel personeel van de « RTBF », hebben de leden van de commissie recht op zitpenningen voor hun deelneming aan de vergaderingen van de commissie. Die zitpenningen zijn vastgesteld op :

- a) 2 000 frank bruto voor de voorzitter;
- b) 1 500 frank bruto voor de ondervoorzitters;
- c) 1 000 frank bruto voor de andere leden.

Evenwel, in de veronderstelling dat een tweede vergadering binnen de acht dagen wordt bijeengeroepen, overeenkomstig artikel 5, lid 2 van dit besluit, mogen de leden die hebben deelgenomen aan de eerste en de tweede vergadering slechts een enkele zitpenning krijgen.

die zitpenningen worden door de « RTBF » betaald binnen de drie maanden die volgen op de vergaderingen van de commissie.

§ 2. De leden van de commissie hebben recht op de reisvergoedingen toegekend aan de personeelsleden van de « RTBF ».

§ 3. De bedragen van de zitpenningen bedoeld bij § 1 van dit artikel zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen, overeenkomstig de nadere regels bepaald bij de wet van 2 augustus 1971 houdende inrichting van een stelsel van koppeling aan het indexcijfer van de consumptieprijzen; daartoe zijn zij gekoppeld aan het indexcijfer 138,01.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. De Minister tot wiens bevoegdheid de Audiovisuele Sector behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 12 december 2000.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap,

De Minister van Kunsten, Letteren en de Audiovisuele Sector,

R. MILLER